



EDITO

Comprendre et apprécier le privilège de vivre au paradis
Les États membres de l'OEACP sont considérés par beaucoup comme des paradis terrestres.

Cependant, en tant que ressortissants de l'OEACP, nous tenons ce privilège pour acquis et apprécions rarement, voire reconnaissons, la beauté exceptionnelle de nos pays et régions.

Avec ces quelques mots, j'exhorte mes frères et sœurs d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique à embrasser leur héritage avec fierté et à entreprendre un voyage pour découvrir ou redécouvrir ces lieux et communautés spéciaux qui remplissent les rêves les plus fous de nombreuses personnes vivant dans le « Nord ».

Les voyageurs modernes recherchent des expériences uniques. Nous devons donc nous assurer que les personnes visitant nos pays et régions aient un accès facile à nos sites et à notre culture, transformant leur « voyage au paradis » en une découverte enrichissante et inoubliable.

Pour y parvenir, nous devons développer des chaînes de valeur nationales et régionales intégrées en encourageant des liens étroits entre notre industrie hôtelière et nos micros, petites et moyennes entreprises (MPME) dans une grande variété de secteurs économiques, y compris : la construction, la fabrication, les technologies de l'information et de la communication, la mode, les industries culturelles et l'agro-industrie. Par conséquent, nous devons garantir que nos MPME ont la capacité technique, financière et d'innovation de fournir des biens et services authentiques, compétitifs et de haute qualité en temps opportun à notre industrie du tourisme.

Tout en nous engageant dans ces efforts, nous devons veiller à ce que nos politiques favorisent l'inclusion sociale, économique et culturelle, ainsi que la participation active des jeunes, des femmes, des communautés rurales et des minorités ethniques dans nos économies et nos sociétés dans leur ensemble. Cela favorisera le développement personnel et le bien-être des personnes ciblées et garantira des sociétés plus prospères, pacifiques et justes.

Ce voyage commence par comprendre et apprécier nos paysages et notre faune extraordinairement diversifiés, ainsi que notre riche patrimoine culturel et culinaire. Un premier pas sur cette « route de briques jaunes » a été franchi par l'OEACP en célébrant pour la première fois la « Journée mondiale du tourisme », présentée dans ce bulletin.



Escipión J. OLIVEIRA GOMEZ

Sous-Secrétaire Général du Département de la Transformation Structurelle de l'Economie et du Commerce

PANDÉMIE DE COVID-19: PARTAGE D'EXPÉRIENCES ET RECOMMANDATIONS POUR RELANCER LE SECTEUR DU TOURISME DANS LES PAYS DE L'OEACP

« Relever ensemble les Défis de la pandémie de Covid-19 sur l'Industrie du Tourisme des membres de l'OEACP » était le thème du webinaire qui tenu le 25 septembre 2020, à l'initiative de l'Organisation des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP) à l'occasion de la Journée Internationale du Tourisme 2020. L'objectif du webinaire était d'encourager une discussion ouverte des acteurs des secteurs public et privé de l'OEACP, en favorisant le partage des connaissances et des expériences en vue d'établir un plan d'actions de l'OEACP en 10 points pour contrer les effets de la pandémie de Covid-19 sur l'industrie du tourisme en Afrique, dans les Caraïbes et dans le Pacifique, en mettant en œuvre des solutions innovantes afin de soutenir et redémarrer le secteur, en préservant les emplois et les revenus en faveur de la prospérité des populations.

Le secteur du tourisme est une importante source d'emplois à l'échelle mondiale et contribue de manière significative à l'autonomisation des femmes et des jeunes dans l'ensemble de l'OEACP. On estime que les femmes représentent 54% de la main-d'œuvre de ce secteur dans le monde, tandis que le tourisme offre des opportunités d'emploi intéressantes aux jeunes. La pandémie COVID-19 a non seulement provoqué une crise humanitaire majeure, mais a également profondément affecté des secteurs clés des économies de l'OEACP. Le tourisme a été l'un des premiers et des plus durement touchés. Selon l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT, 2020), les arrivées de touristes internationaux pourraient chuter entre 58% et 78% en 2020.



Dans ses remarques liminaires, S.E. M. Georges Rebelo Pinto CHIKOTI, Secrétaire Général de l'OEACP a rappelé que les services touristiques sont très interdépendants : « La pandémie de COVID-19 a posé aux secteurs du tourisme et de l'agriculture un défi majeur et en constante évolution. La fermeture d'hôtels et de restaurants et l'effet domino que cela a eu sur l'emploi, combinés à la nécessité de maintenir des approvisionnements alimentaires adéquats, ont souligné la nécessité cruciale de renforcer les liens entre l'agriculture, le commerce et le tourisme. » M. Chikoti a également souligné le fait que la pandémie de

COVID-19 a confirmé que les menaces mondiales ne peuvent pas être traitées avec succès de manière indépendante par un secteur, un pays, une région ou un continent. Par conséquent, l'OEACP a été à l'avant-garde de la promotion, main dans la main avec l'Union européenne, d'un système de réponse rapide et de l'organisation de dialogues public-privé et d'échanges de bonnes pratiques en matière de gestion de crise entre les six régions de l'OEACP et avec partenaires clés du développement.

Cette crise affecte en effet toute la chaîne de valeur du tourisme (compagnies aériennes, hôtels, services, main-d'œuvre, faune, patrimoine culturel). La pandémie est l'ennemi commun au monde entier, qui ne pourra être vaincu que par une approche globale et une coordination transfrontalière.

L'Union Européenne a adopté en mai 2020 une politique, « Communication sur le tourisme et les transports 2020 et au-delà », qui annonçait une convention européenne du tourisme dans l'intention de lancer un dialogue sur la relance durable et l'orientation stratégique pour le tourisme de demain. Les discussions ont porté sur trois thèmes clés : i) la résilience sur la durabilité, la transition verte ; ii) transition numérique ; iii) Données et innovation. M. Antti KARHUNEN, Conseiller principal, Commerce et Développement et chef d'unité par intérim en charge du secteur privé, pour la Direction générale de la coopération internationale et du développement de la Commission européenne a expliqué que « dans le secteur du tourisme, la résilience signifie par exemple garder une main-d'œuvre qualifiée opérationnelle, protéger les environnements fragiles, la biodiversité, protéger les ressources naturelles, les sites de conservation du point de vue écologique. »

Pour ce qui est de la coopération avec l'OEACP, M. KARHUNEN a mentionné que « depuis avril 2020, l'UE et l'OEACP ont lancé un certain nombre d'initiatives dans



Webinar #OACPSWTD

25 September - World Tourism Day

"Jointly Addressing the Challenges of the Covid-19 Pandemic on the Tourism Industry of the Members of the OACPS".

le cadre de la réponse conjointe OEACP-UE au COVID-19, qui vise à soutenir les pays partenaires dans leurs efforts continus pour lutter contre la pandémie ». Plus précisément, il s'agit d'un programme-cadre de 147 millions d'euros, qui vise à renforcer les chaînes de valeur agricoles des pays ACP ; et un programme doté de 92 millions d'euros, dédié à l'inclusion financière, à l'accès au financement et à la gestion des connaissances, en se concentrant sur les personnes mal desservies et les plus vulnérables : les femmes, les jeunes et le secteur informel. En outre, deux autres programmes feront partie de cette réponse conjointe OEACP-UE au COVID-19 : l'un pour soutenir les systèmes de santé et un autre pour promouvoir les compétences et les infrastructures numériques, qui seront également utiles pour le secteur du tourisme.

qu'avec son Initiative de Relance Globale, l'UE souhaite associer la reprise économique à la transition vers les bons choix politiques, dans la réalisation des ODD: «Il s'agit de promouvoir une reprise économique verte et inclusive, en la reliant à la transition verte et numérique et l'inclusivité sociale. L'UE est équipée de nombreux outils tels que l'appui à l'investissement, l'Initiative d'investissement sur le changement climatique, où le tourisme est directement concerné. Et l'UE tient à établir des partenariats avec les pays ACP dans ce domaine. »

Dans un message vidéo, l'Honorable James BULE TUKOROVANUA, Ministre du Tourisme, des Métiers, de l'Industrie, du Commerce et des Entreprises Ni Vanuatu de la République de Vanuatu s'est félicité « des personnes fortes et résilientes, des personnes qui ouvrent leurs maisons à d'autres pour s'abriter. Des villages qui fournissent de la nourriture à d'autres villages. Personne dans notre pays ne reste sans nourriture ni abri parce que c'est notre mode de vie. » Le ministre a acté le fait qu'alors que Vanuatu célèbre ses 40 ans d'indépendance, la politique de tourisme durable de Vanuatu, qui a été officiellement approuvée par le gouvernement au début de 2019 avec le Plan de réponse à la crise touristique de Vanuatu en 2020. « Ceci signifie le passage de l'industrie du tourisme de Vanuatu à une industrie innovante et inclusive, qui assure le bien-être de notre population et cherche à maintenir notre souveraineté. » Alors que l'objectif principal de la phase 1 du Plan est la réponse au Covid-19 en partie sur l'économie, le Ministre BULE TUKOROVANUA a indiqué que « l'objectif principal des phases 2 et 3 de notre plan de relance est de soutenir les traditionnels est d'avoir une industrie du tourisme plus résiliente et

moins dépendante, que les aspects indésirables de l'industrie du tourisme ne reviennent pas. »

Dans les îles des Caraïbes, le PIB du secteur du tourisme a chuté de 20,5% et plus. Même si le tourisme international a prévu un retour à la normale pour 2021, il est urgent de développer des mesures de relance. M. Joseph COX, Sous-Secrétaire général, Intégration commerciale et économique du Secrétariat de la CARICOM, a mentionné plusieurs stratégies novatrices qui sont nécessaires pour préserver le marché. Parmi celles-ci citons : l'initiative « CARICOM Travel Bubble » en place depuis septembre 2020, qui facilite les déplacements interrégionaux tout en respectant les précautions sanitaires internationales ; le visa d'un an accordé pour des postes de travail à distance « Digital Nomad » ; un logement pour étudiants et autres solutions numériques pour les études à distance. M. COX a déclaré : « Mises à part les défis, le COVID-19 offre l'opportunité de repenser la stratégie de développement du secteur du tourisme des Caraïbes. Seule la coopération de toutes les parties prenantes permettra de réussir la reprise post-COVID-19. Aucune réponse ne peut être locale / régionale mais seulement mondiale pour réussir. »



Mr Antti Karhunen DG DEVCO, European Commission

Le représentant de la CE a également indiqué

DE L'AFRIQUE AU PACIFIQUE EN PASSANT PAR LES CARAÏBES : LA PERSPECTIVE RÉGIONALE

La première session de l'événement en ligne DE L'OEACP dédié à la Journée Internationale du Tourisme visait à présenter les mécanismes d'appui à l'industrie du tourisme mis en place par les différentes régions de l'OEACP pour contrer les effets de la pandémie de COVID-19, en vue de protéger l'emploi et la compétitivité globale de l'industrie du tourisme.

Selon Mme Ola WRIGHT, Chief Executive Officer de l'Organisation du Tourisme de l'Afrique de l'Ouest (WATO), il n'y a que très peu de soutien des gouvernements à l'industrie du tourisme de cette région pendant la crise du COVID-19, par rapport à d'autres pays africains et de l'OEACP : « Nos domaines d'intervention peuvent être très utiles en cette période de crise pour guider les principaux acteurs du tourisme à travers le brouillard vers un secteur du tourisme plus fort et plus résilient dans la région de l'Afrique de l'Ouest. » Mme Wright a mentionné le projet WAIT (West Africa Integrated Travel), lancé en 2017 avec les principaux objectifs suivants: i) renforcer le tourisme national et régional; ii) le développement des atouts touristiques (de nombreux sites ne sont pas bien développés et entretenus); iii) la promotion du tourisme intracommunautaire en facilitant la circulation des voyageurs et des touristes (par exemple, vente de voyages à forfait et multi-destinations); iv) promotion conjointe de produits touristiques représentant les valeurs naturelles et socioculturelles de la région. En juin 2019, les chefs d'État ont adopté la politique régionale du tourisme de la CEDEAO - Ecotour et plan d'action 2019-2029. Trois domaines prioritaires ont été retenus : 1) la protection de la biodiversité et le développement de l'écotourisme ; 2) la collecte de données, l'un des problèmes clés en Afrique de l'Ouest, qui est en retard par rapport aux autres régions africaines ; 3) le développement du tourisme national et régional. « Tout cela entraînera la création d'emplois et la durabilité de l'industrie du tourisme. La mise en œuvre de ces plans contribuera à sauver le tourisme et les communautés locales dans la région », a indiqué Mme WRIGHT, qui a également plaidé pour un lien et une coopération accrue entre les régions ACP. L'Afrique et les Caraïbes ne sont qu'à quelques heures de vol, mais en fait, il n'y a pas de connexion directe et il faut voyager via l'Europe ou l'Amérique.



Mrs OLA WRIGHT

La représentante du tourisme ouest-africain a déclaré que « tout le monde veut avoir une part du gâteau. Si nous construisons ensemble un plus gros gâteau, tous peuvent avoir une

plus grande part du gâteau. Cela résoudra la création d'emplois et la durabilité de l'industrie du tourisme ! »

Le tourisme constitue de toute évidence l'un des secteurs les plus durement touchés dans les îles du Pacifique. A fin du mois de septembre 2020, les frontières étaient toujours fermées. 90% des salariés du tourisme du Pacifique ont été impactés et les destinations les plus vulnérables de la région sont celles dont le PIB est fortement dépendant du tourisme, comme la Polynésie française, les îles Cook, les Fidji, le Vanuatu, Niue, etc. Et 95% du tourisme des îles du Pacifique est constitué de MPME. En raison du grand impact sur l'économie, sur les communautés et les sociétés, les îles du Pacifique s'attendent également à ce que le chemin vers la reprise soit long. M. Christopher COCKER, Chief Executive Officer de l'Organisation du Tourisme du Pacifique Sud (SPTO), explique ce qui a été fait jusqu'à présent au niveau régional : « Nous avons coordonné le partage d'informations entre nos pays membres depuis mars de cette année. Nous avons également collaboré avec le Ministère des Affaires étrangères et du Commerce de la Nouvelle-Zélande sur deux importants rapports : le premier est le 'Rapport sur l'impact et la reprise du COVID-19' et le second le 'Rapport sur le scénario de développement du tourisme dans le Pacifique et les voies en vue de la reprise'. Le SPTO a également mené une enquête du secteur privé auprès de nos membres ».



Mr CHRISTOPHER ROY COCKER

Les résultats ont permis d'élaborer une « stratégie SPTO COVID-19 de relance », qui est un guide destiné aux pays membres de l'Organisation pour les aider à développer leur propre réponse et leurs propres outils. Tous ces efforts ont été complétés par des webinaires dédiés, une table ronde, ainsi qu'une campagne #AlwaysPacific, soutenue par des messages qui encouragent le Pacifique à réfléchir à «Toujours promouvoir des expériences uniques», «Toujours s'efforcer d'être meilleur» et «Toujours impliquer les communautés. Dans le processus». <https://www.youtube.com/watch?v=LzTi9o0nnzM>

M. Shiu RAJ, représentant des Îles du Pacifique auprès de l'OEACP et de l'UE, a fait valoir qu'avant de convaincre les voyageurs de l'étranger, il est nécessaire de regagner la confiance et l'intérêt des populations locales : «Il est dommage de voir que parfois, les touristes connaissent mieux nos pays que nous-mêmes.

Je pense que nous devons tous promouvoir davantage nos pays en interne, parmi nos régions. Nous devons être fiers de ce que nous avons, soixante-dix-neuf paradis.» Plusieurs pays de l'OEACP ont ainsi lancé des campagnes visant à promouvoir le tourisme local. La qualité et l'authenticité de l'expérience sont également très appréciées par les visiteurs, a déclaré M. Escipión J. OLIVEIRA GÓMEZ, Sous-Secrétaire Général du Département de la Transformation Structurelle de l'Economie et du Commerce de l'OEACP. « Pour y parvenir, nous devons nous assurer que lors de la construction, de la gestion et / ou de l'exploitation des installations liées au tourisme : des designs et des matériaux locaux sont utilisés et / ou incorporés dans les infrastructures ; les meubles, les vêtements et la vaisselle expriment notre culture ; la musique et les divertissements reflètent vraiment notre héritage, de même que la nourriture et les boissons, nos traditions culinaires. »

Dans les Caraïbes, un «Groupe de travail COVID-19 sur le tourisme caribéen» a été mis en place et est composé de: l'Agence de Santé publique des Caraïbes, l'Organisation du Tourisme des Caraïbes, l'Association des Hôtels et du Tourisme des Caraïbes/ Caribbean Hotel and Tourism Association, l'Organisation des Etats des Caraïbes orientales et le Centre mondial de résilience du tourisme et de gestion des crises. Depuis le début de la pandémie, la Caribbean Hotel and Tourism Association (CHTA) s'est concentrée sur plusieurs domaines pour soutenir ses membres et les gouvernements de la région: partage d'informations, recherche, coordination et collaboration (aux niveaux local, régional, mondial), protocoles de sécurité sanitaire, plaidoyer, communication / relations publiques, formation et renforcement des capacités, comme indiqué par sa vice-présidente, Mme Nicola MADDEN GREIG: « La CHTA a aidé à établir une approche régionale pour lutter contre le virus. Cinq domaines d'action stratégique pour faciliter la reprise du tourisme dans les Caraïbes ont été identifiés : formation et sensibilisation à la sécurité sanitaire ; uniformisation des règles du jeu (y compris la réduction de la taxe sur les billets d'avion) ; appui aux entreprises et établissement d'objectifs à moyen et long terme ; questions liées aux travaux (par exemple, la question des licenciements d'employés) et la collaboration public-privé. » Le combat est loin d'être terminé, mais selon Mme MADDEN GREIG, la région voit actuellement des signes forts de reprise, alors que la saison hivernale s'annonce positive.



Mrs MADDEN-GREIG

LE TOURISME DANS LES PAYS ACP : PERSPECTIVES DU SECTEUR PRIVÉ À L'ÉCHELLE NATIONALE.

La deuxième session du webinaire s'est concentrée sur les bonnes pratiques du secteur privé de l'OEACP au niveau national pour contourner les effets du COVID-19 dans le secteur du tourisme, y compris les fournisseurs locaux de services, de produits alimentaires, de produits frais et d'artisanat. La remise en marche de l'écosystème du tourisme exigera en effet une approche coordonnée et intégrée, à l'échelle du gouvernement et avec le secteur privé.

M. Humberto SANTOS LÉLIS, Secrétaire Général de la Chambre du Tourisme de Cabo Verde a rappelé que l'Afrique a un faible taux de flux touristique de 4,7% soit 70 millions de visiteurs par rapport aux indicateurs mondiaux qui sont de l'ordre de 1,4 milliard de visiteurs dont 50% pour l'Europe. « Pour le Cabo Verde, le tourisme est le moteur de l'économie du pays, avec 820 000 touristes enregistrés en décembre 2019. Le secteur représente 23% du PIB, plus de 25% des salariés, environ 20% des impôts collectés et 70% de la balance des paiements. Ainsi, cette pandémie a eu un impact considérable à la fois sur les flux et les revenus liés au tourisme. Plus important encore, la crise a mis en évidence le manque de vision corrélée du développement du secteur, le manque de promotion de la compétitivité, de l'excellence et de la qualité, des problèmes environnementaux tels que la collecte et le traitement des déchets. » M. SANTOS LÉLIS a en outre plaidé pour la mise en œuvre de mesures de soutien aux entreprises, le développement durable à travers la diversification de l'offre touristique et l'amélioration de l'environnement des affaires, avant d'appeler à un changement de paradigme aux niveaux national et régional et à la mise en œuvre d'efforts solides et coordonnés pour renforcer et améliorer une industrie du tourisme durable. : « L'OEACP a besoin d'un plan de type Marshall pour soutenir le secteur privé dans nos pays. »



Mr HUMBERTO SANTOS LÉLIS

Au Cameroun, certains des 1 000 hôtels, 300 agences de voyages et 500 restaurants ont vu leur activité complètement ralentie par la crise du COVID-19. C'est le constat dressé

par Mme Chantal LEWAT, propriétaire et directrice générale de Lewat Hotel et présidente du Syndicat Patronal de l'Industrie de l'Hôtellerie et du Tourisme Cameroun : « Bien sûr, la fermeture de nombreuses entreprises est une catastrophe. Mais cette crise a également permis de s'adapter à une nouvelle réalité et de faire ce que nous aurions tous dû faire depuis longtemps : chercher des solutions internes. »

Parmi ces «solutions internes» qui constituent de véritables atouts: la promotion et l'utilisation des produits locaux, la culture locale et l'implication des communautés locales pour que les gens aient besoin de connaître leur propre pays, leurs traditions, comme l'initiative «Route des Chefferies» citée par l'entrepreneuse camerounaise. Il s'agit d'un programme de développement culturel et touristique visant à aider les populations à se réapproprier leur patrimoine tout en contribuant à leur développement économique et social. L'initiative a été lancée par la diaspora nantaise et soutenue par des acteurs locaux au Cameroun (chefs, mécènes privés, communes, etc.) et ayant comme domaines d'expertise la muséographie, la recherche scientifique et le tourisme culturel. Outre la promotion du tourisme local, Mme Lewat a souligné l'importance de l'implication du gouvernement en termes de mesures d'appui aux MPME (y compris des allègements fiscaux pour les entreprises) et de formation du personnel pour améliorer la qualité globale des services et des biens. Transformer les défis en opportunités est une volonté exprimée par plusieurs intervenants et participants à cet événement virtuel dédié à l'impact du COVID-19 sur le tourisme.



Mrs CHANTAL LEWAT



Regardez les messages vidéo enregistrés des régions OACPS

• Afrique du sud: <https://www.youtube.com/watch?v=cB56aoqa4kg&t=3s>

• Pacifique: <https://www.youtube.com/watch?v=htmfTVZyvkU>

• Afrique Central: <https://www.youtube.com/watch?v=h3P2ZyZlr0o>

• Caraïbes: <https://www.youtube.com/watch?v=T7iQjqBxmKo>

« Le manque de touristes a affecté la production alimentaire, car de nombreux pays ACP produisent de la nourriture et des services pour l'industrie du tourisme » a rappelé M. OLIVEIRA GÓMEZ. Là encore, des mesures concrètes ont été mises en place dans plusieurs régions, dont les Caraïbes. Mme Ena C. HARVEY, Représentante à la Barbade de l'Institut Interaméricain de Coopération pour l'Agriculture (IICA) a expliqué que cette crise a été l'occasion de se concentrer sur les ressources internes et de lier l'agriculture au tourisme: «La Barbade a décidé de se concentrer sur l'intégration de la production régionale, la veille commerciale, la blockchain, les normes de qualité et de sécurité alimentaire, et la réforme des politiques, pour utiliser les aliments locaux et encourager les chefs locaux à défendre la production locale. Les Bahamas ont engagé des agro-transformateurs pour impliquer les agriculteurs locaux et continuer d'améliorer les aliments locaux. Cibler les exigences des investisseurs et du gouvernement pour utiliser les aliments locaux. Lier l'agriculture au tourisme se passe également en Jamaïque : les petits producteurs ont été renforcés et considérés comme des travailleurs essentiels. » Dans la région, les Ministères de l'Agriculture, l'IICA et la FAO travaillent sur l'agriculture pour être en mesure de fournir des aliments frais locaux de qualité, de sorte que lorsque le tourisme reprendra, il contribuera à une économie durable. Mme HARVEY estime que pour le secteur du tourisme comme pour de nombreux autres secteurs touchés par la pandémie de COVID-19, il est nécessaire de miser sur la collaboration pour le tourisme rural et communautaire et créer des liens entre l'agriculture et le tourisme.



Mrs ENA HARVEY

« Toutes les interventions d'aujourd'hui nous ont montré l'importance de la coopération, de la solidarité. Les solutions sont en nous, et il vaut toujours mieux être en famille pour affronter des moments difficiles plutôt qu'être seul » a déclaré le Sous-Secrétaire Général de l'OEACP qui, dans les remarques de clôture, a énuméré les actions et recommandations clés suivantes formulées par les participants du webinaire.

IL EST NÉCESSAIRE:

- De rétablir la confiance des consommateurs et des voyageurs dans les destinations touristiques d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
- De développer l'écotourisme, le tourisme rural, le tourisme communautaire, impliquer les femmes, les jeunes et les peuples autochtones
- D'encourager le tourisme local et régional
- D'établir des liens entre l'hôtellerie touristique et les fournisseurs de produits alimentaires et d'autres fournisseurs
- D'établir des exigences pour des règles de voyage internationales harmonisées et faciliter les dispense de visas pour les voyages intra-OEACP.
- D'encourager l'investissement et la diversification de l'industrie du tourisme
- De soutenir la participation du secteur privé au tourisme
- D'améliorer le climat des affaires/ réformes pour relancer la création d'emplois dans les pays et régions de l'OACPS

«ACP BUSINESS-FRIENDLY»: SOUTENIR LES CHÂÎNES DE VALEUR PAR DES POLITIQUES INCLUSIVES, LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS ET DES ALLIANCES

La Banque mondiale (BM), l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI) et le Centre du Commerce International (CCI) se sont associés à l'Union européenne et à l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP) pour élaborer un programme de création d'un environnement favorable soutenant les chaînes de valeur par des politiques inclusives, la promotion des investissements et des alliances.

Ce programme, en bref le programme « ACP Business-Friendly » (BF), suit une approche à plusieurs niveaux avec des engagements axés sur des interventions aux niveaux macro, méso et micro mises en œuvre respectivement par la BM, l'ONUDI et le CCI. Chaque Agence d'Exécution (AE) apporte ses propres forces et connaissances, les 3 AE travaillant ensemble vers les mêmes objectifs, avec une approche unie.

Au niveau macro, la BM cherche à faciliter les améliorations des environnements politiques, réglementaires et administratifs pour les initiatives du secteur privé ainsi que les améliorations des environnements politiques pour les liens d'investissement direct étranger (IDE) afin de remédier aux principales défaillances du marché.

Au niveau méso, l'ONUDI vise à tirer parti des organisations intermédiaires et des réseaux de membres des entreprises pour renforcer la promotion des investissements, les capacités de marketing, de suivi et les programmes et partenariats de soutien aux entreprises.

La micro-intervention utilise l'approche d'Alliances pour l'Action du CCI, qui promeut des chaînes de valeur inclusives et durables grâce à une compétitivité améliorée des producteurs et des petites entreprises, des canaux de marché diversifiés et des capacités de production et de valeur ajoutée renforcées.

Des chaînes de valeur prioritaires ont été sélectionnées pour les États membres de l'OEACP afin d'améliorer leur secteur agroalimentaire, de contribuer au commerce régional et mondial et de stimuler la création d'emplois et la réduction de la pauvreté.

Ceux-ci sont :

- Café et produits associés dans les régions d'Afrique occidentale et centrale ;
- Chaînes de valeur du cacao, de la noix de coco et des produits associés dans la région des Caraïbes;
- Noix de coco, kava et produits associés dans la région du Pacifique ;
- Coton et secteur de la mode en Afrique de l'Ouest et dans les régions du COMESA.

La stratégie et la mise en œuvre ne peuvent être discutées sans s'attaquer à la pandémie actuelle et sans intégrer un niveau de réponse pour la résilience. L'impact du COVID-19 sur les investissements dans les pays d'intervention du programme BF est considérable, marqué par une baisse substantielle des flux mondiaux d'investissements directs étrangers (IDE). La fermeture des installations a entraîné un net ralentissement de la production et des perturbations dans les chaînes de valeur mondiales, régionales et locales. La « fenêtre de réponse rapide » du programme BF sera activée pour soutenir concrètement et rapidement la mise en œuvre des mesures urgentes nécessaires pour relever les défis liés à la reprise économique des pays ACP.

Malgré le COVID-19, les trois agences d'exécution ont uni leurs forces pour mener des activités ciblées à travers leurs axes de travail respectifs ou les piliers macro, méso et micro de mise en œuvre.

En se concentrant à ce jour sur 10 pays ACP, la BM a progressé dans l'identification et la hiérarchisation des réformes du climat d'investissement (CI) à travers le développement de plans d'action pour chacun des pays sélectionnés. Les engagements nationaux ont consulté les parties prenantes concernées et exploité les dernières données d'analyse comparative entre les pays, les produits de connaissance nationaux pertinents du GBM et mené des recherches documentaires supplémentaires

si nécessaire. Les plans d'action pour la réforme du CI représentent une opportunité d'identifier les réformes les plus pertinentes nécessaires pour que les pays ACP se remettent de la crise du COVID-19.

L'ONUDI a aligné sa boîte à outils de promotion des investissements en tenant compte des commentaires et des priorités reçus des parties prenantes concernées au niveau méso-ACP, en particulier les agences de promotion des investissements (API) et les institutions. Ces outils amélioreront les capacités de suivi de l'IDE des API, ainsi que la facilitation des investissements et les services de suivi des investisseurs. Les solutions numériques augmenteront l'efficacité et l'évolutivité au niveau régional, permettant aux API de mettre en réseau et de gérer numériquement l'ensemble du flux de travail de suivi des investissements, de profilage et de promotion des opportunités. Un portail de promotion des investissements ACP en ligne à part entière sera bientôt lancé, présentant des informations relatives aux investissements et les opportunités de projets de la région aux investisseurs potentiels, y compris, mais sans s'y limiter, ceux liés au plan d'investissement extérieur de l'UE.

Au niveau micro, le CCI a mené des consultations avec les parties prenantes, y compris des accords de partenariat avec des institutions régionales et nationales, des études de marché et le développement de partenariats, une sensibilisation technique et des formations ciblées avec des partenaires régionaux et des « sprints » de co-création et de développement de marchés de produits entre les parties prenantes. Une activité marquante menée en collaboration avec l'UE et l'OEACP a été un webinaire sur le nouveau règlement biologique de l'UE, qui a rassemblé 1049 acteurs de 83 pays. L'objectif de la session était de sensibiliser sur les enjeux et de trouver des solutions collectives pour mettre les alliances en action efficace.

Plus d'information:
alliances@intracen.org



Funded by the European Union

Cette publication est une initiative du Secrétariat de l'OACPS et a été réalisée avec le soutien financier de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité du Secrétariat de l'OACPS et ne reflète pas nécessairement les vues de l'Union européenne.